

Concrétiser l'accès à l'eau et à l'assainissement pour l'Afrique que nous voulons

L'Union africaine a annoncé que son thème pour 2026 serait : "Assurer la disponibilité durable de l'eau et des systèmes d'assainissement sûrs pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063". Dans cette tribune, le président de la Commission de l'UA, Mahamoud ALI YOUSOUF, explore l'engagement renouvelé du continent en faveur de la protection et de la gestion de ses ressources en eau vitales. H2o mars 2026.

DE LA RÉSOLUTION   LA RÉALITÉ

Concrétiser l'accès à l'eau et à l'assainissement pour "l'Afrique que nous voulons"

L'Union africaine a annoncé que son thème pour 2026 serait : "Assurer la disponibilité durable de l'eau et des systèmes d'assainissement sûrs pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063". Dans cette tribune, le président de la Commission de l'UA, Mahamoud Ali Youssouf, explore l'engagement renouvelé du continent en faveur de la protection et de la gestion de ses ressources en eau vitales.

Mahamoud ALI YOUSOUF

président de la Commission de l'Union africaine

H2o - mars 2026

Lorsque les chefs d'état et de gouvernement africains se sont réunis à Addis-Abeba le 14 février 2026 pour la 39 me session ordinaire de l'Union africaine, ils ont fait plus qu'adopter une nouvelle résolution. Ils ont fait un choix : placer au centre de l'ordre du jour la ressource la plus essentielle, vitale et stratégique dont dispose notre continent : l'eau.

Le thème adopté par nos dirigeants, "Assurer la disponibilité durable de l'eau et des systèmes d'assainissement sûrs pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063", n'est pas une formalité bureaucratique. Il s'agit d'une déclaration d'intention. Il reflète une vérité simple mais profonde : sans sécurité hydrique, il ne peut y avoir ni sécurité alimentaire, ni santé publique, ni paix ni prospérité durables.

L'ampleur du défi auquel nous sommes confrontés reste considérable. Partout en Afrique, la rareté de l'eau et l'insuffisance des services d'assainissement continuent de nuire à la croissance économique et à la dignité humaine. Les maladies d'origine hydrique restent l'une des principales causes de mortalité dans de nombreuses régions du continent. Des millions d'Africains, en particulier des femmes et des filles vivant dans les communautés rurales, continuent de parcourir chaque jour de longues distances pour aller chercher de l'eau au lieu d'aller à l'école, de gagner leur vie ou de participer pleinement à la vie de leur communauté.

Il ne s'agit pas seulement d'un inconvénient. C'est une injustice. C'est également un frein aux ambitions que nous nous sommes fixées dans l'Agenda 2063, le plan d'action collectif de l'Afrique pour une croissance inclusive, un développement durable et une prospérité partagée.

L'année 2026 doit donc marquer un tournant : le moment où nous passerons résolument du diagnostic à la concrétisation.

Le département de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable de la Commission de l'Union africaine a été chargé de faire avancer cet agenda. Cependant, la responsabilité ne peut incomber à un seul département ou à la Commission seule. Assurer la sécurité hydrique exigera une collaboration soutenue entre les États membres, les organisations régionales, la société civile, le secteur privé et, surtout, les communautés africaines elles-mêmes.

L'urgence de cette tâche est accentuée par l'accélération de la crise climatique. L'Afrique connaît déjà des sécheresses plus fréquentes et des inondations dévastatrices. L'évolution des régimes pluviométriques assèche les rivières, les lacs et les réservoirs dans certaines régions, tandis que d'autres sont touchés par des inondations destructrices. Ces perturbations menacent les moyens de subsistance de millions d'Africains qui dépendent de l'agriculture et du pastoralisme.

La gestion durable de l'eau n'est donc pas seulement une priorité en matière de développement, c'est aussi un impératif de résilience.

L'eau nous rappelle également que la coopération n'est pas facultative. Près de 60 % des ressources en eau douce de l'Afrique sont partagées au-delà des frontières nationales. Des fleuves tels que le Nil, le Niger, le Congo, le Zambèze et la Volta relient des pays et des communautés au sein de systèmes hydrologiques complexes qui transcendent les frontières politiques.

Ces eaux partagées peuvent devenir soit des sources de coopération, soit des sources de tension. Le choix nous appartient. Le renforcement des cadres de collaboration pour une gestion équitable et durable des ressources en eau transfrontalières doit être une priorité pour notre continent. Après tout, l'eau ne connaît pas de frontières.

L'assainissement appelle le même degré d'urgence. Un assainissement sûr n'est pas un luxe, il est fondamental pour la dignité humaine, la santé publique et la productivité économique. Pourtant, des millions d'Africains, en particulier dans les communautés rurales et les zones urbaines en pleine expansion, n'ont toujours pas accès à des installations

sanitaires de base. Au XXI^e siècle, cette réalité est inacceptable.

Pour relever ces défis, il faudra des investissements, de l'innovation et de la volonté politique. Il faudra également changer notre façon de concevoir et de mettre en œuvre les solutions. Le progrès durable ne peut être imposé d'en haut. Les communautés doivent être impliquées dans la planification, la construction et l'entretien des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. L'appropriation locale est essentielle pour que les infrastructures soient durables et apportent de réels bénéfices.

L'Union africaine élabore donc une stratégie de mise en œuvre complète pour soutenir le thème de l'année. Cette stratégie favorisera les technologies innovantes pour la purification de l'eau et la gestion efficace des ressources. Elle encouragera le renforcement de la gouvernance de l'eau et élargira l'accès aux infrastructures d'assainissement. Elle donnera également la priorité à la participation des jeunes, des femmes et des communautés marginalisées, tout en facilitant le partage des meilleures pratiques à travers notre continent.

L'innovation, l'inclusion et la coopération doivent guider nos efforts collectifs.

Lorsque je voyage à travers l'Afrique en ma qualité de président de la Commission de l'Union africaine, je me rappelle sans cesse que l'eau n'est pas seulement une question d'infrastructure ou de politique. C'est d'abord une question humaine.

Il s'agit d'une mère qui n'a plus peur de perdre son enfant à cause d'une maladie évitable causée par l'eau contaminée. Il s'agit d'une fille qui peut rester à l'école parce que de l'eau potable arrive enfin dans son village. Il s'agit d'un agriculteur qui peut irriguer ses cultures pendant les saisons sèches. Il s'agit d'un entrepreneur dont l'activité peut se développer parce qu'un approvisionnement fiable en eau soutient la production.

Ces transformations quotidiennes constituent le véritable fondement du développement de l'Afrique.

Le thème de l'Union africaine pour 2026 est donc un appel clair aux gouvernements à faire de l'eau et de l'assainissement une priorité dans leurs programmes de développement nationaux. Parce que l'eau touche tous les secteurs, à savoir l'agriculture, la santé, l'énergie, l'industrie et l'éducation, notre réponse doit être tout aussi intégrée.

Les pays africains doivent renforcer leur coopération, partager leur expertise et mobiliser leurs ressources pour relever les défis communs. Les communautés économiques régionales et les organismes de bassin fluvial ont un rôle crucial à jouer dans le soutien à la gouvernance collaborative de l'eau. L'Union africaine continuera à faciliter le dialogue et les partenariats qui favorisent une gestion durable et équitable des ressources en eau partagées.

Mais les gouvernements ne peuvent agir seuls. Les organisations de la société civile, le secteur privé, les instituts de recherche et les partenaires de développement doivent également apporter leur expertise et leurs ressources. Les

investissements dans les infrastructures hydrauliques, les systèmes d'assainissement et la gestion de l'eau résiliente au climat sont des investissements dans la stabilité, la prospérité et l'avenir de l'Afrique.

Les enjeux sont considérables. D'ici 2050, la population africaine devrait doubler, ce qui exercera une pression croissante sur les ressources en eau et les infrastructures. Garantir aujourd'hui un accès durable à l'eau déterminera si nos villes en pleine croissance pourront prospérer, si notre agriculture pourra nourrir nos populations et si nos économies pourront réaliser leur plein potentiel.

C'est pourquoi le thème de l'année de l'Union africaine n'est pas un simple slogan. Il s'agit d'un engagement continental.

Ensemble, nous pouvons garantir à chaque Africain l'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement dignes. Ce faisant, nous protégerons non seulement des vies et des moyens de subsistance, mais nous libérerons aussi l'immense potentiel de développement durable de notre continent.

En fin de compte, notre succès ne se mesurera pas à l'éloquence de nos déclarations, mais à la qualité de l'eau qui coule aux robinets, des systèmes d'assainissement qui fonctionnent et des millions de vies transformées.

À

L'auteur

Mahamoud Ali Youssouf, ministre djiboutien des Affaires Étrangères et de la Coopération internationale depuis vingt ans, a été élu président de la Commission de l'Union africaine pour les quatre prochaines années en février dernier. Il a pris ses fonctions le 15 mars, succédant à Moussa Faki Mahamat, ancien premier ministre et ministre des Affaires Étrangères du Tchad.

Union africaine